

# DECISION D'AVANCEMENT

**DE Mr(Mme) .....**

**DANS LA CATEGORIE \_\_ ECHELLE (\_\_\_\_) ;**

**(ou DANS LA CATEGORIE \_\_ GRADE \_\_\_\_ (\_\_\_\_) ;)**

**DANS L'EMPLOI DE .....**

Le Maire (ou le Président) de

Vu la loi n° 2002-04 du 03 janvier 2002 portant statut du personnel des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2003-208 du 07 juillet 2003 portant transfert et répartition de compétences de l'Etat aux Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2003-489 du 26 décembre 2003 portant régime financier, fiscal et domanial des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1128 du 13 décembre 2012 portant organisation des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-451 du 05 août 2014 portant orientation de l'organisation générale de l'Administration Territoriale de l'Etat ;

Vu le décret n° 2013-476 du 02 juillet 2013 fixant les modalités d'établissement du cadre organique des emplois des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n° 31/MI/DGCL du 13 février 1992, fixant les modalités et le calendrier de programmation et de budgétisation des actions et des opérations de développement des Communes et de la Ville d'Abidjan ;

Vu l'arrêté n° 258/MEMIS/DGDDL/DTA du 12 septembre 2013 portant constatation des résultats des élections des Maires et des adjoints aux Maires des communes de Côte d'Ivoire ;

Vu l'arrêté n° 2016-048/MEPS/CAB du 12 octobre 2016 complétant l'arrêté n° 2015-855/MEMEASPP/CAB du 30 décembre 2015 portant application du barème des salaires minima catégoriels conventionnels de 2015 ;

Vu le Télégramme Officiel n°142/MIS/DGDDL/DPCT/SDGPCT du 11 avril 2018 relatif au déblocage des avancements avec effet financier des agents des Collectivités Territoriales et Entités Décentralisées Particulières ;

Considérant que Monsieur (Madame) .....,

En qualité de titulaire de l'échelle \_\_\_\_ / de la classification des emplois des Districts, Régions ou Supra-Communes (ou Communes), remplit les conditions d'ancienneté pour bénéficier d'avancement d'échelons à l'ancienneté moyenne de deux (02) ans,

## DECIDE

**Article 1 :** Monsieur (Madame) .....,  
dont la situation administrative depuis son embauche (ou du dernier avancement régulier d'échelon) en date du \_\_/\_\_/\_\_/ se présente comme suit :

Date	Ancienne Situation Administrative					
	Catégorie	Echelle	Echelon	Traitement brut	Emplois	Ancienneté conservée
						__/ans et __/ au 15/12/.....

Bénéficie suite au déblocage des avancements réguliers avec effet financier de la nouvelle situation administrative suivante :

Date	Nouvelle Situation Administrative					
	Catégorie	Echelle	Echelon	Traitement brut	Emplois	Ancienneté conservée
						__/ans et __/ au 15/12/2018

**Article 2 :** La dépense est imputable au budget primitif de l'exercice 2019 au compte fonctionnel \_\_\_\_\_/1.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général (ou le Directeur Général d'Administration) est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera :

- notifiée à l'intéressé (e)

Fait à \_\_\_\_\_/, le \_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_/

Le Maire (ou le Président)

Ampliation adressée au Comptable de l'Entité Décentralisée

**Le Maire ou le Président :**

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente décision peut faire l'objet de recours, auprès des instances compétentes pour excès de pouvoir à compter de la présente notification.

**Signature de l'agent (proposition)**